

Flics et fachos, hors des facs !

L'activité des groupes fascistes et le recours à l'appareil répressif de l'État sont de plus en plus fréquents, notamment face à la jeunesse combative. Le 7 décembre dernier, la police intervenait à l'université Lille 3 à l'occasion d'une conférence de deux écrivains ; le 6 mars, les CRS évacuaient l'université Bordeaux 4 ; le 16 mars, l'université de Dijon était occupée par les CRS et le lycée autogéré de Paris était agressé par les nazillons du GUD-BS ; le 22 mars, les CRS expulsaient les étudiants du palais universitaire de Strasbourg, et la police intervenait sur le campus de Grenoble en marge d'une conférence Frontex.

À Montpellier, où des lycées, la faculté de lettres et la faculté de sciences sont en mouvement depuis deux mois, les étudiants ayant participé à la manifestation du 22 mars se sont spontanément réunis en assemblée générale à la faculté de droit et science politique pour discuter des actions à mener contre le projet de sélection pour restreindre l'entrée à l'université. Une des décisions prises fut l'occupation nocturne d'un amphithéâtre. Au cours de cette assemblée générale le doyen de la faculté de droit Philippe Pétel, qui était présent, contacta à plusieurs reprises la préfecture afin d'évacuer l'amphi et après avoir essayé plusieurs refus, menaça les étudiants en leur sommant de quitter l'amphithéâtre « *avant que ça chauffe* ».

La cinquantaine d'étudiants restant sur place furent confrontés autour de minuit à une bande de dix à quinze nervis fascistes, parmi lesquels quelques enseignants (d'après les présents), pour partie cagoulés, armés de planches de bois et de tasers. « *Les étudiants sont trainés au sol, frappés à*

coups de bâton en bois, et sortis de l'amphi sous les insultes » (*France inter*, 23 mars). Trois d'entre eux sont hospitalisés, le crâne ouvert à coups de matraques.

De toute évidence, les gros bras fascistes ont été envoyés par le doyen avec la complicité de l'appareil d'État, comme en témoigne l'absence d'intervention des agents de sécurité, la déclaration du doyen - « *ils ont voulu se défendre, je ne peux pas les en blâmer... Je suis assez fier de mes étudiants. Je les approuve totalement.* » (*France 3*, 23 mars) et l'accompagnement des fascistes à la sortie par un cordon de policiers. L'objectif de l'opération était de casser une occupation, de casser le mouvement des étudiants.

Le lendemain, une manifestation de 1 000 étudiants dénonçait les violences policières devant la faculté de droit et réclamaient le départ du doyen ; 300 étudiants à La Sorbonne et 150 étudiants à

Lille manifestaient par solidarité. Une manifestation est prévue le 28 mars à Lille et à Dijon. Le 24 mars, le doyen présentait sa démission et la ministre ouvrait une enquête, peut-être pour étouffer l'affaire embarrassante.

L'appareil d'État, comme aux heures sombres de son histoire, délègue aux fascistes la répression du mouvement social.

Face à la violence policière et fasciste sur les campus, front unique des organisations ouvrières et auto-défense étudiante !

26 mars 2018



REVOLUTION COMMUNISTE

groupe marxiste internationaliste [collectif révolution permanente]

Les troupes étrangères, hors de Syrie ! Renversement par la classe ouvrière du régime clérical en Iran !



Macron-Philippe, au pas de course pour le capital p. 2
La reprise capitaliste mondiale et la France p. 6
Lutte au centre hospitalier psychiatrique de Rennes p. 8
Espagne : fondation du Cercle collectiviste internationaliste p. 9
Tunisie : manifestations contre la misère p. 14
Iran : ouvriers, chômeurs, étudiants et paysans dans la rue p. 16
Syrie : attaque des Kurdes par l'armée turque p. 21
Palestine : les États-Unis et Jérusalem p. 23
Zimbabwe : coup d'État et impérialisme chinois p. 26
Macron, complice de Netanyahu p. 28

n° 27 janvier-février 2018 1 euro